

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

18 JANVIER 1952.

18 JANUARI 1952.

BUDGET DES DOTATIONS

pour l'exercice 1952.

BEGROTING DER DOTATIEN

voor het dienstjaar 1952.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES (1)

PAR M. PARISIS.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN (1), UITGEBRACHT

DOOR DE HEER PARISIS.

CHAPITRE PREMIER.

EERSTE HOOFDSTUK.

Liste Civile et Dotations Royales.

Le *premier chapitre* du Budget des Dotations comporte quatre crédits : la Liste civile, une dotation complémentaire à la Famille royale, une dotation à S. M. la Reine Elisabeth, et la dotation annuelle à S. A. R. le Prince Charles.

Le troisième crédit, la dotation de S. M. la Reine Elisabeth, se décompose à son tour en une dotation annuelle et une intervention de l'Etat dans les dépenses de personnel et de matériel de sa Maison.

La Commission s'est demandée s'il ne convenait pas d'unifier ces deux littéras, au cas où il s'avérerait que la dotation de S. M. la Reine Elisabeth serait insuffisante. Elle a prié votre rapporteur de poser une question au Ministre qui lui a répondu en ces termes :

« Les dépenses effectuées au moyen des crédits affectés » à la Maison de S. M. la Reine Elisabeth ne sont pas » soumises au contrôle du Gouvernement. C'est depuis » 1947 que le budget de l'Etat prévoit une intervention » de 2 millions dans les dépenses de personnel et de » matériel de la Maison de S. M. la Reine Elisabeth. » Cette intervention est motivée par la circonstance que

Het eerste hoofdstuk van de Dotatiënbegroting omvat vier kredieten : de Civiele Lijst, een aanvullende dotatie voor de Koninklijke Familie, een dotatie aan H. M. Koningin Elisabeth en de jaarlijkse dotatie aan Z. K. H. Prins Karel.

Het derde krediet, nl. de dotatie aan H. M. Koningin Elisabeth, wordt op zijn beurt verdeeld in een jaarlijkse dotatie en een tussenkomst van de Staat in de personeelsuitgaven en de uitgaven voor materiële behoeften van Haar Huis.

De Commissie heeft zich afgevraagd of het niet wenselijk is beide littéra's samen te voegen voor het geval dat de dotatie van H. M. Koningin Elisabeth ontoereikend mocht blijken. Zij verzocht uw verslaggever een vraag te stellen aan de Minister van Financiën, die daarop het volgende antwoordde :

« De uitgaven die worden gedaan met de kredieten » bestemd voor het Huis van H. M. Koningin Elisabeth » vallen niet onder de controle van de Regering. Sedert » 1947 wordt in de begroting van de Staat een tussen- » komst van 2 miljoen voorzien in de personeelsuitgaven » en de uitgaven voor materiële behoeften van het Huis » van H. M. Koningin Elisabeth. Die tussenkomst wordt

(1) Composition de la Commission : MM. Van Belle, président; Couplet, De Saeger, Discry, Eeckman, Gaspar, Lamalle, Meyers, Oblin, Parisis, Philippart, Scheyven, Vanden Boeynants. — De Sweemer, Detiège, Embise, Fiévet, Martel, Merlot, Paque, Soudan, Tielemans. — Liebaert, Masquelier.

Voir :

4-IV : Budget.

(1) Samenstelling van de Commissie : de heren Van Belle, voorzitter; Couplet, De Saeger, Discry, Eeckman, Gaspar, Lamalle, Meyers, Oblin, Parisis, Philippart, Scheyven, Vanden Boeynants. — De Sweemer, Detiège, Embise, Fiévet, Martel, Merlot, Paque, Soudan, Tielemans. — Liebaert, Masquelier.

Zie :

4-IV : Begroting.

- » la dotation allouée par la loi du 20 mars 1934 n'a pas été péréquâtée.
 » Quant au scrupule constitutionnel exprimé par la Commission, je compte faire soumettre à un examen la question qui y a donné lieu.

CHAPITRE II.

Le Sénat.

Le chapitre II comprend les dépenses du Sénat. Un membre s'est étonné de la priorité ainsi accordée au Sénat. On sait qu'entre les hommes les mieux intentionnés, naissent toujours des querelles de prestige. Les deux Assemblées qui se partagent avec le Roi l'exercice du pouvoir législatif, voient parfois leurs membres se disputer la prééminence. Il apparaît à votre rapporteur que la faveur de l'opinion publique n'ira pas à tel homme ou à telle institution parce que l'un et l'autre se seraient donné un plus haut titre. L'excellence d'une institution découle avant tout de la compétence et du désintéressement de ses membres qui, s'ils ont l'une et l'autre qualité, se préoccupent très peu d'esavoir si une Chambre a le pas sur l'autre. D'autant plus que depuis la réforme constitutionnelle de 1921, les deux Chambres se sont vues attribuer un rôle identique (ce qui, selon votre rapporteur, constitue un vice dans le fonctionnement du régime parlementaire).

CHAPITRE III.

La Chambre des Représentants.

Le chapitre III comprend les dépenses de la Chambre des Représentants.

Un membre de la Commission a manifesté ses scrupules sur la constitutionnalité du versement complémentaire opéré par l'Etat pour constituer la pension des Représentants. Il a demandé au rapporteur « un bout d'étude sur la question ».

Après avoir pris connaissance de cette étude, la Commission en a décidé le renvoi à la discussion du budget de la Chambre.

CHAPITRE IV.

La Cour des Comptes.

Le chapitre IV contient les crédits destinés à assurer le fonctionnement de la *Cour des Comptes*.

La question du recrutement, de l'avancement et des rémunérations du personnel de la Cour des Comptes a retenu l'attention de la Commission.

I. — Recrutement et avancement.

L'emploi de vérificateur est subordonné à la nécessité d'un examen (art. 4 du règlement organique de la Cour).

- » gewettigd door de omstandigheid dat de bij de wet van 20 Maart 1934 toegekende dotatie niet werd aangepast.
 » Wat het door de Commissie geopperd bezwaar van grondwettelijke aard betreft, zal ik die kwestie aan een onderzoek laten onderwerpen. »

HOOFDSTUK II.

De Senaat.

Hoofdstuk II omvat de uitgaven van de Senaat. Een lid sprak zijn verwondering uit over de prioriteit die aldus aan de Senaat wordt verleend. Men weet dat tussen mensen met de beste bedoelingen steeds prestigegechillen oprijzen. Beide vergaderingen die met de Koning de uitoefening van de wetgevende macht delen zien wel eens hun leden kibbelen over de voorrang. Het schijnt uw verslaggever toe dat de gunst van de openbare mening niet zal uitgaan naar een bepaald persoon of naar een bepaalde instelling omdat de ene of de andere zichzelf een hogere titel zou hebben toegekend. De degelijkheid van een instelling hangt in de eerste plaats af van de bevoegdheid en van de onbaatzuchtigheid van haar leden die, indien zij die twee hoedanigheden bezitten, zich zeer weinig zullen bekommeren om het feit of de ene Kamer de bovenhand heeft over de andere. Te meer daar aan beide Kamers, sedert de grondwetsherziening van 1921, dezelfde rol werd toebedeeld (wat, volgens uw verslaggever, een gebrek is in de werking van het parlementair regime).

HOOFDSTUK III.

De Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Hoofdstuk III omvat de uitgaven van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Een lid van de Commissie vroeg zich of de bijkomende storting vanwege de Staat voor de vorming van het pensioen der Volksvertegenwoordigers grondwettelijk is. Hij verzocht de verslaggever een kleine studie aan die kwestie te wijden.

Na kennis te hebben genomen van die studie, besloot de Commissie ze te verwijzen naar de bespreking van de begroting van de Kamer.

HOOFDSTUK IV.

Het Rekenhof.

Het vierde hoofdstuk omvat de kredieten, bestemd voor de werkingsuitgaven van het *Rekenhof*.

De aanwerving, de bevordering en de bezoldiging van het personeel van het Rekenhof heeft de aandacht van de Commissieleden gaande gemaakt.

I. — Aanwerving en bevordering.

Voor de betrekking van verificateur moet een examen afgelegd worden (art. 4 van het organiek reglement van het Hof).

La promotion au grade d'auditeur est subordonnée à son tour à la réussite d'un autre examen (art. 8).

Le règlement organique de la Cour des Comptes fait obligatoirement l'objet d'une approbation de la Chambre des Représentants.

Sans prendre l'avis de votre Chambre et interprétant l'article 8, la Cour avait décidé le 28 mai 1948, que seraient dispensés de l'examen pour l'accès au grade d'auditeur, les vérificateurs entrés en service avant le 1^{er} janvier 1946.

Jamais la Chambre n'a été appelée à ratifier cette dérogation.

Or, le 5 juillet 1951, au cours de la discussion sur le budget des dotations, votre rapporteur avait attiré l'attention de la Chambre sur la nécessité d'exiger une formation plus approfondie du personnel de la Cour des Comptes, dans les termes suivants :

« Mesdames, Messieurs, je suis toujours heureux de rendre hommage aux membres de la Cour des comptes. Mais en tenant compte du genre de travail qui leur est imposé, de la responsabilité qu'ils portent, je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur la nécessité d'inviter la Cour des comptes à améliorer les conditions de recrutement de son personnel, pépinière de futurs conseillers.

« Les conditions actuelles pour la carrière de conseiller à la Cour des comptes sont les suivantes : être Belge, avoir 30 ans pour le poste de conseiller ou 25 ans pour le poste de greffier. Il n'existe pas d'autres conditions pour ce recrutement. Or, si nous examinons ce que réclament leurs tâches, tant juridictionnelle, qu'administrative, nous devons constater que les conseillers doivent avoir une excellente connaissance technique des rouages de l'Etat, de leur fonctionnement et de la pratique de la comptabilité publique. Cette connaissance s'acquiert d'ailleurs par une longue pratique dans les bureaux de la Cour, et c'est sans doute pour ce motif que votre Chambre recrute dans 49 cas sur 50 les futurs conseillers parmi le personnel de la Cour.

« Une seconde condition qui est exigée pour être conseiller, c'est d'avoir une connaissance approfondie en droit constitutionnel, en droit budgétaire, en droit administratif.

« Disons qu'autre chose est le fonctionnement de l'appareil étatique; autre chose est le droit et la solution juridique qui sont adoptés par les organes de cet appareil étatique. Aussi semble-t-il indiqué non pas d'imposer de nouvelles conditions au recrutement des conseillers, mais bien d'établir des conditions de recrutement pour le personnel de la Cour, qui est, comme je le disais il y a un instant, la pépinière des futurs conseillers.

« La situation actuelle est la suivante : la Cour nomme et révoque son personnel, mais votre Chambre a le droit de vérifier et de corriger au besoin les barèmes des rémunérations de ce personnel. Partant, votre Chambre a incontestablement le droit d'établir, si besoin est, des conditions de recrutement. »

Ces considérations ont été unanimement approuvées par la Chambre.

La Commission des Finances a appris que tout dernièrement la Cour des Comptes avait à nouveau admis des vérificateurs au grade d'auditeurs, sans leur faire passer d'examen.

Il y a là un errement de procédure auquel la Commission des Finances estime qu'il doit être mis fin.

De bevordering tot de graad van auditeur is op haar beurt afhankelijk van het slagen in een ander examen.

Het organiek reglement van het Rekenhof moet door de Kamer der Volksvertegenwoordigers goedgekeurd worden.

Zonder het advies van Uw Kamer in te winnen, en bij verklaring van artikel 8, had het Hof op 28 Mei 1948 beslist, dat de vóór 1 Januari 1946 in dienst getreden verificateurs vrijgesteld waren van het examen voor de graad van auditeur.

Nooit werd aan de Kamer de bekrachtiging van die afwijking voorgelegd.

Welnu, op 5 Juli 1951, in de loop van de bespreking van de Dotatiënbegroting, had Uw verslaggever de aandacht van de Kamer gevestigd op de noodzakelijkheid, van het personeel van het Rekenhof een grondiger vorming te eisen; hij zei namelijk het volgende :

« Mevrouwen, Mijne Heren, het is steeds met genoeg dat ik hulde breng aan de leden van het Rekenhof. Maar wanneer ik de aard van het hun toevertrouwde werk beschouw, en de verantwoordelijkheid die zij te dragen hebben, dan wens ik er de aandacht van de Kamer op te vestigen dat het noodzakelijk is het Rekenhof te verzoeken om verbetering van de aanwervingsvoorwaarden voor zijn personeel, dat de leerschool is voor toekomstige raadsheren.

« De huidige voorwaarden voor de loopbaan van raadsheer bij het Rekenhof zijn de volgende : Belg zijn, 30 jaar oud zijn voor het ambt van raadsheer en 25 jaar voor het ambt van griffier. Er bestaan voor deze ambten geen andere aanwervingsvoorwaarden. Welnu, als wij nagaan wat hun opdrachten, zo op rechtskundig als op administratief gebied, van hen vergen, moeten wij wel tot het besluit komen dat de raadsheren een uitstekende technische kennis moeten bezitten van het raderwerk der Staatsdiensten, van hun werking en van de praktijk der Rijkscomptabiliteit. Deze kennis wordt trouwens verworven door een lange praktijk in de bureau's van het Hof, en het is ongetwijfeld om die reden dat Uw Kamer in 49 gevallen op 50 de toekomstige raadsheren uit het personeel van het Hof kiest.

« Een tweede voorwaarde om raadsheer te worden is het bewijs van een grondige kennis op gebied van grondwettelijk recht, begrotingsrecht en administratief recht.

« Er valt op te merken dat er een verschil bestaat tussen de werking van het Staatsapparaat enerzijds, en het recht en de juridische oplossing die door de organen van dit Staatsapparaat in acht genomen worden, anderzijds. Het lijkt dan ook aangewezen, geen nieuwe voorwaarden op te leggen voor de aanwerving van de raadsheeren, maar wel nieuwe eisen vast te stellen voor de aanwerving van het personeel van het Hof, dat — zoals ik daareven reeds zegde — de leerschool is voor de toekomstige raadsheren.

« De toestand ziet er thans uit als volgt : het Hof benoemt zijn personeel en zet het af, doch Uw Kamer heeft het recht de weddeschalen van dat personeel na te gaan en desnoods te verbeteren. Dientengevolge heeft Uw Kamer ongetwijfeld zo nodig het recht, de aanwervingsvoorwaarden vast te stellen. »

De Kamer trad eenparig deze beschouwingen bij.

De Commissie voor de Financiën heeft vernomen dat het Rekenhof nog onlangs opnieuw verificateurs tot de graad van auditeur heeft toegelaten, zonder ze aan een examen te onderwerpen.

Naar het oordeel van de Commissie voor de Financiën moet aan dergelijke handelwijze een einde worden gemaakt.

II. — *Barèmes des traitements.*

La Commission a été étonnée du nombre des assimilations auxquelles l'ensemble du personnel de la Cour des Comptes accède. Ce personnel comprenait 48 auditeurs et en comprend 53 depuis le 1^{er} janvier 1952. Or, ces 53 auditeurs sont assimilés au grade et au traitement de Directeur dans les départements ministériels.

Il existe donc à la Cour des Comptes 53 Directeurs sur un personnel total de 240 agents !

Il y a lieu d'y ajouter 19 sous-chefs de service effectifs ou à titre personnel et 8 chefs de service, ce qui porterait à 80 sur 240 le nombre d'agents de la Cour ayant un traitement égal à celui des Directeurs dans les Ministères.

Votre Commission trouvera ci-dessous décrit le système de rémunération qui aboutit à ce résultat :

A. — *Commis.*

Une première assimilation est réalisée à ce stade : le barème de traitement appliqué aux commis, commis-chefs et chefs de bureaux correspond aux fonctions de rédacteurs et de chefs de bureau des départements ministériels (49.200 à 149.520 francs, taux maximum de chef de bureau, nécessitant quinze ans de grade).

B. — *Vérificateurs.*

Vu la première assimilation du commis au grade de rédacteur, le traitement de vérificateur est supérieur à celui de rédacteur dans les Ministères. Pour se justifier, la Cour fait valoir que le vérificateur est chargé parfois d'une mission de contentieux et non seulement de besognes d'exécution.

C. — *Auditeurs (156.720 à 192.720 francs).*

Leur travail est identique à celui des vérificateurs. Il conviendrait de confier aux auditeurs des attributions et des responsabilités mieux en rapport avec leur rémunération et notamment d'établir de sérieux critères de sélection pour l'accès à ce grade, en maintenant l'examen dont il a été question sous la rubrique « Recrutement et Avancement ».

D. — *Sous-chefs de service (178.320 à 221.520 francs).*

Ces traitements correspondent partiellement à ceux des Directeurs des Ministères.

E. — *Chefs de service (249.600 francs).*

Ce traitement équivalait à celui de directeur d'administration dans les Ministères. Mais le traitement de ces derniers a été majoré depuis le 1^{er} octobre 1950.

La Commission a posé d'autres questions dont la réponse est relatée ci-dessous :

QUESTION :

A l'article 107 — Traitements — la Commission des Finances s'est étonnée de constater que les traitements du Premier Président et du Président sont identiques, que celui du Greffier en chef est inférieur à celui du Greffier.

RÉPONSE :

I. — Contrairement aux lois réglant les traitements des magistrats et des membres du Conseil d'Etat, celles relatives à la rétribution des membres de la Cour des Comptes ont prévu les mêmes barèmes pour les deux Présidents et les deux Greffiers. Les tentatives faites à l'occasion des lois apportant des modifications aux traitements des membres de la Cour en 1925 et 1928 (v. Documents Chambre des Représentants n° 88 — 14 janvier 1925 et n° 249 — séance du 21 janvier 1928)

II. — *Weddeschalen.*

De Commissie was verbaasd over het aantal assimilaties, voorzien voor het ganse personeel van het Rekenhof. Dat personeel telde vroeger 48 auditeurs, en het telt er 53 sedert 1 Januari 1952. Welnu, die 53 auditeurs hebben de gelijkstelling bekomen met de graad en met de wedde van Directeur in de ministeriële departementen.

Er zijn dus in het Rekenhof 53 directeurs op een personeel van 240 leden !

Hierbij komen nog 19 werkelijke onderdiensthooften of diensthooften ten persoonlijken titel en 8 diensthooften, wat het aantal beambten van het Hof met een wedde gelijk aan deze van de Directeurs in de Ministeries van 80 op 240 brengt.

Uw Commissie zal hierna een uiteenzetting vinden van de wedderegeling welke aanleiding geeft tot dergelijk resultaat.

A. *Klerk.*

Een eerste gelijkstelling wordt hier bereikt : de weddeschaal van klerken, hoofdklerken en bureelhooften stemt overeen met de functiën van opsteller en bureelhoofd in de ministeriële departementen (49.200 tot 149.520 frank, maximumbedrag voor bureelhoofd, waarvoor vijftien jaar vereist zijn in de graad).

B. — *Vérificateurs.*

Ingevolge de eerste gelijkstelling van klerk met opsteller, is de wedde van verificateur hoger dan de wedde van opsteller in een Ministerie. Zulks wordt door het Hof verantwoord door het feit, dat de verificateur soms met opdrachten in zake geschillen belast wordt, en niet alleen met uitvoeringsopdrachten.

C. — *Auditeurs (156.720 tot 192.720 frank).*

Hun werk is hetzelfde als voor de verificateurs. Het zou gepast zijn aan de auditeurs bevoegdheden en verantwoordelijkheden op te dragen, die beter stroken met hun bezoldiging, en meer bepaaldelijk ernstige selectiecriteria vast te stellen voor de toegang tot bedoelde graad, door het examen te behouden waarover sprake onder de rubriek « Aanwerving en Bevordering ».

D. — *Onderdiensthooften (178.320 tot 221.520 frank).*

Die wedden stemmen gedeeltelijk overeen met de wedden van de Directeurs in de Ministeries.

E. — *Diensthooften (249.600 frank).*

Die wedde stemde overeen met de wedde van Directeur van Bestuur in de Ministeries. Maar voor laatstbedoelden werd zij verhoogd sedert 1 October 1950.

De Commissie heeft andere vragen gesteld, waarop het antwoord hierna wordt verstrekt :

VRAAG :

Art. 107. — Jaarwedden. — Het verwondert de Commissie voor de Financien, dat de jaarwedden van de Eerste-Voorzitter en van de Voorzitter gelijk zijn en dat de wedde van de Hoofdgriffier minder bedraagt dan de wedde van de Griffier.

ANTWOORD :

I. — In tegenstrijd met de wetten tot vaststelling van de wedden der magistraten en leden van de Raad van State worden bij de wetten betreffende de bezoldiging van de leden van het Rekenhof dezelfde weddeschalen voorzien voor de twee Voorzitters en de twee Griffiers. Naar aanleiding van de wetten tot wijziging van de wedden van de leden van het Hof in 1925 en 1928 (zie Stukken Kamer der Volksvertegenwoordigers, n° 88, 14 Januari 1925, en n° 249, Vergadering van

en vue d'obtenir un traitement préférentiel pour le Premier Président, chef d'un corps constitué et astreint de ce fait notamment à des frais de représentation, n'ont pas abouti. La différentiation adoptée en 1928 par la Chambre fut rejetée par le Sénat.

Les traitements des deux Présidents sont calculés compte tenu des augmentations périodiques à l'égard d'une année de fonction, de chaque année complète passée par un membre de la Cour dans les bureaux en qualité de chef de service (v. L. 14 août 1947, art. 1^{er} et 2). L'ancienneté acquise dans les conditions précitées par MM. les Présidents, justifie l'identité des traitements à partir du 1^{er} mai 1952 et la différence de 6.000 francs (336.000-330.000) pour les quatre premiers mois de la dite année.

2. — Le traitement du Greffier est actuellement supérieur à celui du Greffier en chef parce que, invalide de la guerre 1914-1918, le Greffier bénéficie de bonifications d'ancienneté par application de l'article 13 des lois des 3 août 1919/21 juillet 1924.

QUESTION :

À l'article 108, la Commission s'est étonnée de voir figurer l'emploi de feutiers, ainsi qu'un crédit de 150.000 francs pour rémunération de services spéciaux (litt. 10) et l'utilisation de 20 nettoyeuses.

RÉPONSE :

L'emploi de feutier est généralement suivi de l'accession aux emplois de messenger et d'huissier.

Actuellement, sous la rubrique « feutiers », il faut comprendre trois agents préposés effectivement à la surveillance et à l'entretien des six chaudières des bâtiments de la Place Royale et de celle de l'immeuble récemment pris en location par la Cour et situé rue Villa Hermosa. Deux autres sont affectés au transport des paquets et à l'entretien des bâtiments. Les deux derniers assurent le service de l'antichambre, rue Villa Hermosa.

L'étendue des locaux ne permet pas de réduire le nombre des nettoyeuses.

Le crédit spécial de 150.000 francs prévu par l'article 108-10 pour « services spéciaux » est destiné à rémunérer notamment les traducteurs, les rédacteurs du cahier d'observations, le secrétaire de la Première Présidence, les archivistes (indemnités).

QUESTION :

De plus, à l'article 108, la Commission veut avoir une justification de la majoration de 2.581.000 francs prévue pour le recrutement de nouveaux agents, et de la majoration de 300.000 francs du crédit matériel, pour l'achat de machines comptables.

RÉPONSE :

Dans la majoration de 2.581.000 francs figurant à l'article 108, est comprise une somme de 1.910.000 francs, résultant de l'augmentation normale des rémunérations en suite de la hausse de l'index. La différence entre ces deux chiffres, soit 671.000 francs, est destinée à rétribuer les nouveaux agents que la Cour se trouve dans l'obligation de recruter, vu les prochaines mises à la retraite de membres de son personnel et le surcroît de travail qui lui sera imposé par la révision générale des pensions de retraite et de survie, le contrôle projeté des établissements paraétatiques, etc. (v. d'ailleurs note justificative, p. 49 du projet de budget).

La Cour ne possédant pas un cadre spécial de traducteurs comme c'est le cas dans les départements ministériels, se trouve dans l'obligation de confier les travaux de traduction à des fonctionnaires et agents de ses bureaux qui effectuent ces prestations en dehors des heures normales de service et ont été soumis, au préalable, à un examen portant sur la transposition dans l'une des deux langues nationales de textes littéraires et administratifs rédigés dans l'autre langue.

D'autre part, la rédaction, le collationnement et la mise au point des cahiers d'observation nécessitent également de ceux qui en sont chargés, des prestations supplémentaires.

Il en est de même en ce qui concerne le secrétariat de la Première Présidence. Aux termes de l'article 15, 1^{er} alinéa, du règlement organique des bureaux du 3 janvier 1947, approuvé par le Bureau de la Chambre des Représentants le 21 dito, une indemnité spéciale indépendante du traitement est allouée au fonctionnaire des bureaux choisi comme secrétaire particulier par M. le Premier Président. À l'heure actuelle, cette indemnité est de 24.000 francs par an.

Quant aux archivistes, ils bénéficient du barème rémunérant l'emploi d'huissier. Toutefois, comme ils sont astreints à un travail plus lourd (manipulations de paquets dans des locaux plutôt insalubres) que celui imposé à leurs collègues occupant les antichambres, une indemnité annuelle dite « indemnité d'archives » qui jadis constituait un

21 Januari 1928) werd gepoogd een bevoorrechte wedde te bekomen voor de Eerste-Voorzitter, als hoofd van een gesteld lichaam, die uit dien hoofde representatiekosten heeft te dragen, maar telkens leden die pogingen schipbreuk. Een onderscheid werd in 1928 door de Kamer goedgekeurd, doch werd door de Senaat afgewezen.

De wedden van de twee Voorzitters worden berekend met inachtneming van de periodieke verhogingen naar rato van één jaar in het ambt voor elk vol jaar dat een lid van het Hof in de burelen heeft doorgebracht als diensthoofd (zie wet van 14 Augustus 1947, art. 1 en 2). De ancienniteit, die onder voorbedeelde voorwaarden door de heren Voorzitters werd verworven, verklaart waarom de wedden dezelfde zijn van 1 Mei 1952 en waarom er een verschil van 6.000 frank bestaat (336.000 — 330.000) voor de eerste vier maanden van hetzelfde jaar.

2. — De jaarwedde van de Griffier bedraagt thans meer dan de wedde van de Hoofdgrieffier, omdat de griffier, die oorlogsinvalid is van de oorlog 1914-1918, ancienniteitsvergoedingen geniet bij toepassing van artikel 13 van de wetten van 3 Augustus 1919-21 Juli 1924.

VRAAG :

De Commissie is er over verwonderd dat de betrekking van vuurverzorgers in artikel 108 voorkomt, alsmede een krediet van 150.000 fr. voor bezoldiging van speciale diensten (litt. 10) en het gebruik van 20 schoonmaaksters.

ANTWOORD :

Van de bediening van vuurverzorger wordt gewoonlijk overgegaan naar de bedieningen van bode en deurwachter.

Onder het woord « vuurverzorgers » moeten thans zes personeelsleden verstaan, die werkelijk moeten zorgen voor het toezicht op en het onderhoud van de zes ketels van de gebouwen op de Koninklijke Plaats en van de ketel van het onlangs door het Hof gehuurde gebouw in de Villa Hermosastraat. Twee anderen zijn met het overbrengen van de pakjes en het onderhoud van de gebouwen belast. De twee laatsten nemen de dienst waar in de wachtkamer, Villa Hermosastraat.

Wegens de uitgestrektheid van de lokalen is het niet mogelijk het aantal schoonmaaksters te verminderen.

Het bijzonder krediet van 150.000 frank onder artikel 108-10 voor « speciale diensten » is onder meer bestemd voor de bezoldiging van de vertalers, van de opstellers van het boek met opmerkingen, de secretaris van de Eerste-Voorzitter, de archivariissen (vergoedingen).

VRAAG :

Bij artikel 108, verlangt de Commissie bovendien een verantwoording van de verhoging met 2.581.000 frank die voorzien wordt voor de aanwerving van nieuwe personeelsleden, en van de verhoging met 300.000 frank van het krediet onder de rubriek materieel, voor de aankoop van rekenmachines.

ANTWOORD :

De verhoging van 2.581.000 frank welke voorkomt onder artikel 108 omvat een som van 1.910.000 frank, voortvloeiend uit de normale verhoging der bezoldigingen ingevolge de stijging van het indexcijfer. Het verschil tussen die twee cijfers, zegge 671.000 frank, is bestemd voor de bezoldiging van de nieuwe personeelsleden die het Hof zich genoopt ziet aan te werven wegens de nakende oppensioenstelling van leden van zijn personeel, en wegens het bijkomend werk waaraan het Hof het hoofd zal moeten bieden ingevolge de algemene herziening van de rust- en overlevingspensioenen, de voorgenomen controle op de parastatale instellingen, enz. (zie trouwens de verantwoordingsnota, blz. 49 van het ontwerp van begroting).

Daar het Hof niet beschikt over een bijzonder kader van vertalers zoals dit het geval is in de ministeriële departementen, is het verplicht zijn vertaalkerk toe te vertrouwen aan ambtenaren en beambten van zijn diensten, die deze prestaties buiten hun normale diensturen uitvoeren en die vooraf een examen hebben ondergaan over de overzetting in een van beide landstalen van letterkundige en administratieve teksten, opgesteld in de andere taal.

Anderzijds vergt de redactie, het nazien en de afwerking van de boeken met opmerkingen, van hen die daarmede belast zijn, bijkomende prestaties.

Hetzelfde geldt voor het secretariaat van het Eerste-Voorzitterschap. Luidens artikel 15, 1^{er} lid, van het reglement tot inrichting van de bureau's, van 3 Januari 1947, goedgekeurd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers op 21 dito, wordt een bijzondere vergoeding, onafhankelijk van de wedde, toegekend aan de ambtenaar uit de diensten die aangewezen werd als particulier secretaris van de heer Eerste-Voorzitter. Thans bedraagt die vergoeding 24.000 frank per jaar.

De archivariissen genieten dezelfde weddeschaal als die voor de betrekking van deurwachter. Daar zij echter zwaarder werk moeten leveren (het hanteren van pakken in vrij ongezonde lokalen) dan hun collega's die in de wachtkamers zitten, wordt hun een jaarlijkse vergoeding, « archiefvergoeding », genaamd, toegekend, die vroeger een

supplément de traitement (règlement du 5 juin 1912, art. 11) leur est accordée. Cette indemnité dont jouissent cinq agents est de 1.800 francs.

La même indemnité est attribuée à l'huissier assurant le service de la poste.

Le principe de l'octroi des dites indemnités se trouve déposé dans l'article 15 déjà cité du règlement des bureaux du 3 janvier 1947.

QUESTION

A l'article 110, la Commission voudrait avoir quelques précisions sur le crédit de 390.000 francs pour frais d'entretien des bâtiments, en comparaison notamment du crédit de 1950.

RÉPONSE :

Le coût d'entretien des bâtiments sera nécessairement plus élevé en 1952 qu'il ne l'a été en 1950, vu la hausse qui atteint tous les produits manufacturés et l'augmentation des salaires et des matières premières. D'autre part, les machines comptables de provenance américaine (voy. art. 108) nécessaires à la modernisation de certains services, sont destinées à permettre une rationalisation du travail et éviter des recrutements de commis. Au surplus, l'aménagement et l'entretien du nouvel immeuble nécessiteront des dépenses supplémentaires.

Votre rapporteur estime opportun de rappeler que toute complication des systèmes de rémunérations et de pensions, adoptée par la Chambre dans un esprit d'une justice trop pointilleuse, fait sentir de multiples effets. Non seulement les organes administratifs qui établissent les calculs sont encombrés, mais un surcroît de travail est imposé aux organes de contrôle.

Le Budget a été adopté par 10 voix contre 5 et 2 abstentions.

Le rapport est approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,

A. PARISIS.

Le Président,

F. VAN BELLE.

weddetoeslag uitmaakte (reglement van 5 Juli 1912, art. 11). Die vergoeding, waarvan vijf personeelsleden het voordeel genieten, bedraagt 1.800 frank.

Dezelfde vergoeding wordt toegekend aan de deurwachter die de postdienst verzekert.

Het beginsel van de toekenning van genoemde vergoedingen ligt in het reeds vermelde artikel 15 van het reglement tot inrichting der bureau's, van 3 Januari 1947.

VRAAG :

In verband met artikel 110, wenst de Commissie enkele nadere verklaringen te bekomen over het krediet van 390.000 frank voor onderhoudskosten aan de gebouwen, bij vergelijking namelijk met het krediet voor 1950.

ANTWOORD :

De onderhoudskosten voor de gebouwen zullen noodzakelijk meer bedragen in 1952 dan in 1950, wegens de verhoging van de kostprijs van alle bewerkte stoffen, de stijging der lonen en van de kostprijs der grondstoffen. Anderzijds zijn de rekenmachines van Amerikaanse herkomst (zie art. 108), welke nodig zijn tot het moderniseren van bepaalde diensten, bestemd om een rationalisering van de arbeid door te voeren en de aanwerving van klerken te voorkomen. Bovendien zal de verbouwing en het onderhoud van het nieuwe gebouw nieuwe uitgaven vergen.

Uw verslaggever acht het gepast er aan te herinneren, dat elke ingewikkeldheid van de wedden- en pensioenregelingen, welke door de Kamer in een geest van al te nauwgezette billijkheid ingevoerd werd, talrijke gevolgen medebrengt. Niet alleen zijn de bestuursorganen waar de berekeningen worden uitgevoerd belemmerd, doch daarbij wordt tevens meer werk opgelegd aan de toezichtsorganen.

De Begroting werd aangenomen met 10 tegen 5 stemmen en 2 onthoudingen.

Het verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

A. PARISIS.

De Voorzitter,

F. VAN BELLE.